



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-82839>

Département(s) de publication : **59**

Annonce n° **24-82839**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : SIVOM des Rives de l'AA et de la Colme

Correspondant : Cinthia Pruvost

Adresse : 8 place des Messageries- BP 175, 59820 Gravelines

Coordonnées :

Téléphone : 0328214276

Télécopieur : 0328214276

Courriel : contact@sivomaacolme.fr

Adresse internet : <http://sivom-rives-aa-colme.e-marchespublics.com>

Adresse internet du profil d'acheteur : https://sivom-rives-aa-colme.e-marchespublics.com/pack/annonce_marche_public_12049_1033130.html

Section 2 - Description du marché

Objet du marché : Marché de maîtrise d'oeuvre pour l'aménagement d'une aire de lecture à la médiathèque de Loon-Plage

Lieu d'exécution et de livraison : 8 place des Messageries, 59820 Gravelines

Section 3 - Caractéristiques du marché

Caractéristiques principales : CPV: 71300000-1 Code NUTS: FRE11 La présente consultation est passée afin de conclure un marché de maîtrise d'oeuvre pour une opération d'aménagement d'une aire de lecture à la médiathèque de Loon-Plage. L'enveloppe prévisionnelle des travaux est de 500 000 euros HT. Aucune remise de " prestation " n'est prévue dans le cadre de la présente consultation, il n'est donc pas prévu de prime. Délais d'exécution Le marché débute à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Le début de la mission est prévu pour septembre 2024. La réception prévisionnelle des travaux est prévue en août 2025. La mission de maîtrise d'oeuvre prend fin à compter de la fin de garantie de parfait achèvement (1 an après la réception des travaux) soit une fin prévisionnelle en août 2026. Les candidats devront impérativement avoir dans leur équipe une compétence en bureau d'étude aménagement.

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : Désignation des prestations intellectuelles attendues : Etudes d'Esquisse (ESQ) Etudes d'avant-projet (AVP) Etudes de projet (PRO) Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) Etudes d'exécution (

VISA et EXE) Direction de l'exécution des travaux (DET) Assistance apportée au maitre d'ouvrage lors des opérations de réception (AOR) comprenant validation de la réception et validation des documents d'ouvrages exécutés des entreprises.

Refus des variantes.

Section 4 - Durée du marché ou délai d'exécution

24 mois à compter de la notification du marché.

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) : 02/09/2024

Date prévisionnelle de début des travaux : 01/02/2025

Section 5 - Conditions relative au marché

Cautionnement et garanties exigés : Aucune caution ou garantie n'est exigée dans le cadre du marché.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les

réglent : Le cahier des clauses administratives particulière fixe les modalités de paiement et l'échéancier. Paiement selon les règles de la comptabilité publique, sur facture, dans un délai de 30 jours . Ordonnateur : Président du SIVOM des Rives de l'Aa et de la Colme Comptable : Trésorerie de Dunkerque

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services : Aucune forme de groupement n'est imposée

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Section 6 - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2341-5 du code de la commande publique (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. ;5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. ;1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Formulaire DC 4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

Section 7 - Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)

Section 8 - Mode de passation du marché

Type de procédure : procédure adaptée

Section 10 - Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 13/08/2024 à 12:00

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Section 11 - Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2024011

Renseignements complémentaires : Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec le ou les meilleurs candidats. Les candidats pourront poser des questions relatives à la consultation dans un délai de 10 jours avant la date de remise des offres uniquement via la plateforme du profil acheteur (e-marchespublics.com)

Section 12 - Adresses complémentaires

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus : SIVOM des Rives de l'Aa et de la Colme

Contact : Ilham El Oualidi ou Cinthia Pruvost

Adresse : 8 place des Messageries- BP 175, 59820 Gravelines

Coordonnées :

Téléphone : 0328214276

Courriel : contact@sivomaacolme.fr

Adresse à laquelle les offres/candidatures/demandes de participation doivent être envoyées :

Conditions de remise des offres ou des candidatures : Remise de l'offre par voie dématérialisée via la plateforme e-marchespublics.com

Date d'envoi du présent avis à la publication : 12/07/2024